

# L'écologie est-elle une construction sociale de la peur ?

PAR DENIS DUCLOS\*

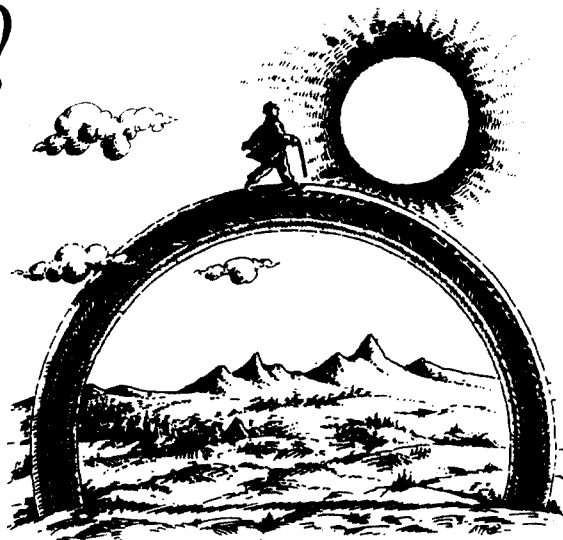
**Décomposition sociale, déclin de l'Occident, invasion par les Martiens, péril jaune et submersion des continents sont inventés ensemble. Enfin, guerre atomique, chimique ou bactériologique, détérioration écologique planétaire et explosion démographiques se construisent en écho aux grandes lignes de fracture économiques et sociales du monde.**

Bien entendu, tout cela ne repose pas seulement sur l'imaginaire. Des dangers manifestes existent. Nous ne sommes pas autorisés à faire n'importe quoi à la surface de notre monde. Mais ce que nous voulons pointer ici, c'est la constance du mécanisme qui associe une dérive vers la terreur, à la confusion dans les données, et au déplacement par rapport à des problèmes réels de désorganisation, de dissociation ou d'injustice.

La menace écologique globalisée est une construction sociale de la peur où l'on retrouve l'ambivalence de l'objet évoqué, comme déplacement et comme symptôme par rapport à une éventuelle réalité. Comme pour le SIDA ou le terrorisme, ce qui est désigné à la préoccupation comporte plusieurs possibilités implicites : on peut y suggérer une mobilisation du catastrophisme (en pointant des menaces très générales, comme la technoscience, l'esprit de lucre ou de violence, la croissance démographique, etc). Mais on peut aussi y voir un malaise chez ceux qui désignent ces objets. On accède du même coup à la question de ce qui pousse les acteurs sociaux à globaliser leurs inquiétudes.

## Une polarisation politique de la science...

Dans le cas des risques de changements planétaires induits par l'être humain, il est frappant de



constater combien le débat scientifique a été jusqu'ici surdéterminé par des motifs qui s'en écartent. En gros, l'Etat américain et certaines de ses agences militaires ou administratives, et plus largement un public plutôt nationaliste, se sentent **aujourd'hui divisés entre une identité d'origine européenne et des liens extrême-orientaux de plus en plus forts**. La puissance économique s'affaiblit, se dissocie ; le monde international de la finance utilise le pays comme un marché captif. L'identité même de l'Américain subit de fortes épreuves externes et internes.

**Le thème de la pollution mondiale paraît alors désigner symboliquement son inverse, un objet perdu, celui de la domination mondiale et du leadership éthique. Sauver le monde une fois de plus, dicter sa loi aux Japonais tueurs de baleines, aux Brésiliens destructeurs de l'Amazone, aux Français irradiant les atolls, c'est se retrouver soi-même, tout en trouvant les bases d'une nouvelle alliance pour partager le prestige de "la conscience du monde" avec les Soviétiques.**

De là à faire pression sur les scientifiques, par le simple effet des crédits, des programmes et des enthousiasmes, le pas peut être franchi aisément. Et voilà mis en route du même coup *des effets de preuve* : une hypothèse conjecturale d'augmentation de la chaleur à l'horizon 2020, est métamorphosée en base de réflexion générale. On mélange les niveaux de démonstration : convergence des modèles de prévision du climat, et données des carottages des glaces arctiques sur les paléoclimats sont mis sur le même plan. Augmentations de courte durée et de très longue durée sont interprétées au contraire indépendamment.

\* Cet article est composé d'extraits du chapitre : **Modernité et contrôle des menaces** (pages 353-382) écrit par Denis Duclos dans le livre **Sortie de siècle : La France en mutation** sous la direction de J.P. Durand et F.X. Merrien - Edition Vigot (1991).

Des liens de dépendance logique entre chaleur et CO<sub>2</sub> sont transformés en relations causales. Le constat ponctuel d'une baisse de l'ozone stratosphérique, la démonstration d'un mécanisme de transformation chimique de l'ozone et l'affirmation des effets sanitaires de l'ozone sont placés en série, comme si l'un découlait de l'autre immédiatement. Bref, le rapport autorisés politiques-scientifiques-médias, est utilisé, certes avec prudence, mais de façon manifeste, dans le sens d'une dramatisation qui fait l'économie d'un contrôle sévère des connaissances.

## Qui diffuse la peur...

Le parallélisme entre les deux domaines (CO<sub>2</sub> et ozone) est en fait saisissant pour le sociologue : dans les deux cas, le danger a été perçu puis mis sous surveillance scientifique depuis au moins dix ans, tandis que s'accumulaient des indices plutôt hétérogènes et peu conclusifs. Eventuellement, les thématiques centrales (réchauffement, danger des UV-b) étaient constituées depuis assez longtemps, sans avoir donné lieu à des prises en charge très cohérentes. Puis d'une façon analogue dans les deux domaines, une conjoncture s'est cristallisée avec plus ou moins de publicité pour faire "basculer" les milieux d'experts dans le choix de la dramatisation : observation du trou d'ozone du pôle en 1986, ou colloque de 1988 sur le réchauffement du climat. **Cette prise en charge politique et administrative de l'objet catastrophique n'a certes pas enrayé la peur, mais l'a plutôt diffusée sous une forme rampante, de plus en plus disponible aux grandes dérives émotives : telle l'imagerie de l'immersion de la civilisation ou du déchaînement d'ouragans géants.**

Comme nous l'avons vu pour les changements climatiques, ces dérives sont reprises et canalisées par l'administration à usage des politiques intérieures ou internationales. Certains experts (parmi lesquels ceux de la NASA qui semble décidément jouer un rôle prépondérant, peut-être pour compenser la crise chronique de leur institution dans le domaine des vols spatiaux habités) n'hésitent pas à attribuer au réchauffement la sécheresse ayant affecté la récolte de blé américaine de 1988, puis la série consécutive des "trois années les plus chaudes du siècle" (1988-90), et commencent à parler d'un contrôle possible de l'usage des énergies polluantes, notamment dans le tiers-monde. En même temps, dans d'autres milieux, on s'accoutume à la perspective d'une variation de grande amplitude, tandis que l'idée d'une adaptation positive aux changements fait son chemin : on y parle facilement de reforestation pour pomper le CO<sub>2</sub> en excédent, de manipulation génétique d'espèces végétales permettant d'amplifier leur rendement photosynthétique, de déplacement planifié des populations, de réaménagements des aires inondables, etc. Une augmentation très rapide du prix du pétrole paraît pour d'autres experts un moyen idéal de forcer les économies à se tourner vers des sources moins nuisibles à l'environnement (1). Bref, on assiste au **côtolement classique entre terreurs et pragmatisme, angoisses et esprit de conquête** qui se développe selon un schéma presque rituel, paraissant avoir le pas sur toute négoc-

iation sociétale des savoirs acquis à propos des dangers objectivables.

## Et renforce les lobbies mondiaux

Bien entendu, le sociologue ne peut porter de jugement sur la réalité directe des risques décrits par les acteurs scientifiques et administratifs. Mais il peut observer que la mobilisation dramatisante autour des risques climatiques s'est opérée dans **le cadre d'un jeu largement dirigé par l'administration**, qui a maintenu un niveau élevé d'autorité discrétionnaire dans l'assemblage, l'interprétation et l'application de l'information scientifique (R.W. Crandall et al., 1981). **Le processus classique de désignation du risque de société ne se développe désormais que fortement encadré par la mobilisation et l'interprétation politico-administrative de l'expertise.** Aux incertitudes d'une science devenue "molle", fait ainsi face la décision "dure" (comme le dit le philosophe J. Ravetz). Or cette aptitude même des pouvoirs socio-politiques à motiver et à gérer la science pose problème : car de deux choses l'une, ou bien celle-ci peut jouer d'elle-même un rôle d'alerte et de diagnostic, et dans ce cas on se demande pourquoi elle demeure si lente à le faire spontanément. Ou bien l'intervention des décisionnaires est nécessaire pour déclencher un processus de connaissances faisant le point d'un domaine urgent, et alors c'est le statut même de la science qui est ébranlé, car elle est constamment bousculée dans ses protocoles par une demande extérieure qui ne peut attendre ses réponses certaines, avant de passer à la décision.



Ce déplacement de la science vers l'action soulève du même coup le problème du déplacement du risque diagnostiqué : en effet, si c'est l'action (industrielle, technologique, politique) qui a conduit aux dégâts les plus graves du progrès, ceux précisément que dénoncent certains scientifiques, comment faire confiance à l'action (politique, industrielle, technologique) qui se propose désormais en réparatrice, voire en guide de la recherche à visée d'amendement ? *Comment être sûrs que les mécanismes sociaux qui ont conduit à une exploitation hasardeuse de la science ne vont pas se reproduire sous la couverture des objectifs de diminu-*

1. De là le pas franchi dans certains de nos entretiens par des experts suggérant que la guerre du Golfe pourrait bien avoir un avantage écologique mondial !



## LA DIMINUTION DE L'OZONE STRATOSPHERIQUE

La destruction de la couche d'ozone protégeant la biosphère contre le rayonnement ultraviolet (UV-b) a été l'objet d'une dramatisation orchestrée par l'administration et les forces socio-politiques, plus que par les scientifiques universitaires. Depuis le début des années quatre-vingts, les halons (chlorofluoro-méthanés, notamment CFC, et fréons) utilisés dans de nombreuses activités(1) furent mis en cause : ils se dissocient après une lente remontée dans la stratosphère, produisant du chlore atomique qui réduit alors l'ozone ( $O_3$ ) en oxygène. Dans le même temps, la destruction réelle de la couche d'ozone commençait à être étudiée. Dès 1981, des chercheurs avaient estimé à 5 % la décroissance du taux d'ozone par rapport à son niveau de 1971. En 1985, d'autres scientifiques soutinrent qu'il y avait eu une baisse de 40 % de la concentration d'ozone au dessus du pôle Sud depuis 1979, et deux ans plus tard, une véritable déchirure fut constatée au même endroit, en croissance progressive. En 1988, plusieurs spécialistes précisèrent ces évaluations et conclurent qu'une diminution générale de la pellicule d'ozone entre 1,7 et 3 % était incontestablement survenue depuis 1969, les mesures par satellites indiquant une diminution de 2,5 % pour la seule période 1978-1985.

D'un autre côté, les études *in vitro* et *in vivo* montraient depuis avant-guerre que les effets cancérogènes et mutagènes grandissaient en général parallèlement à la force du rayonnement ultra-violet, elle-même croissant en proportion inverse et double de la réduction du bouclier d'ozone (G. Mégie, 1989). Ainsi, selon l'Académie des Sciences américaine, une diminution de 3 % de l'ozone pouvait entraîner une augmentation de 6 % du nombre de cancers de la peau chez la population subissant un rayonnement intégral. Une baisse de 15 % suffirait à réduire de 50 % la survie des alevins en eaux de surface, et induirait une diminution de 45 % de la production agricole. Or la continuation de production des CFC au rythme de 1986, pouvait, selon plusieurs équipes, réduire de 30 % l'ozone stratosphérique à l'horizon 2010.

C'est donc avec retard par rapport à la tendance des présomptions, que vingt sept Etats réunis pour la conférence du programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en novembre 1987 à Montréal décidèrent de geler le niveau de production des CFC au niveau de 1986 jusqu'en 1993, puis de le réduire de 20 % et de 50 % en 1998. Mais cela suffirait-il à enrayer le phénomène de dégradation actuelle ? Cela ne semblait pas sûr à nombre d'observateurs : d'abord parce que plusieurs pays importants (Chine, Inde) n'avaient pas signé la convention (2), ensuite parce que l'exportation étant autorisée en plus des niveaux tolérés dans chaque pays, la quantité globale continuerait à croître ; enfin parce que la diffusion des cfc dans la stratosphère s'effectuant en plusieurs années, il faudrait longtemps pour que les inflexions actuelles ne se traduisent par une courbe décroissante.

En fait, si on dépasse les quelques références rituelles reprises par la plupart des administrations, il s'avère que la continuité du raisonnement est interrompue à chaque pas par de grandes incertitudes :

- 1) La diminution de l'ozone stratosphérique comme phénomène chronique et spécifique n'a pas été pas démontrée : mais ne sont guère citées les recherches qui la relient à d'autres changements climatiques.
- 2) La relation univoque entre baisse de l'ozone et augmentation du rayonnement ultra-violet dans l'atmosphère et au sol n'est toujours pas évidente. D'après d'autres chercheurs, la couverture nuageuse peut réduire les ultra-violets considérablement : là-encore sont peu citées les études montrant qu'il n'y a pas de corrélation entre la diminution de la couche d'ozone (vérifiée) et l'augmentation des ultra-violets à la surface terrestre (non vérifiée), études qui suggèrent l'intervention d'autres mécanismes climatiques et environnementaux. De même, si des chercheurs pensent qu'avec 10 % d'augmentation des UV-b, il y aura, toutes tendances contrôlées, une augmentation de 3 % des mélanomes, d'autres rappellent qu'il n'existe pas de données animales sur la relation dose-effet (UV-b/Mélanomes). La relation entre lumière solaire et mélanome n'était pas générale, et les mécanismes génétiques et immunitaires se révélant par ailleurs efficaces pour réparer les dommages cellulaires causés par les UV-b. Enfin l'augmentation (réelle) des mélanomes ne peut aisément être attribuée aux UV-b, et encore moins à l'augmentation de ceux-ci à la surface terrestre, mais beaucoup plus à la durée croissante des expositions estivales au soleil.

1. Extincteurs d'incendies, solvants organiques, fluide frigorigène des pompes à chaleur, propulseurs d'aérosols, adjuvants des mousses plastiques, conditionnement d'air, détecteurs de fuites, intermédiaires de synthèse, anesthésiques chirurgicaux, etc.

2. Quelques-uns devaient le faire par la suite en exigeant une importante contrepartie financière.



*tion des risques, de prévention, de protection de la nature, etc. ?*

Ainsi peut-on légitimement s'interroger lorsqu'on voit s'amorcer la constitution de lobbies mondiaux autour de la bureaucratie onusienne des programmes de l'environnement. Déjà les multinationales du béton s'intéressent de près à l'hypothèse de la montée des eaux, quitte à l'anticiper dans leurs demandes auprès des Etats. Les industriels du nucléaire, ce n'est un secret pour personne, participent activement aux campagnes pour une énergie non productrice de CO<sub>2</sub>.

### Un début de sagesse : accepter une part d'indétermination

La dénonciation des dangers fait donc probablement de plus en plus partie intégrante du danger lui-même. Plus on parle de gérer l'insécurité, et plus on peut s'interroger sur ce que recèle une telle volonté de gestion, qu'elle soit ou non liée à des intentions manipulatrices. Car, sans même parler des grands attracteurs économiques, la question du risque semble souvent captée par des cadres professionnels qui donnent à la fois des orientations sémantiques et culturelles précises, butant chacune sur des limites, voire des difficultés logiques. Par exemple, nous pouvons observer qu'à travers les trois termes de risque, de danger ou de menace, s'esquissent trois modes de contrôle du péril incertain, qui sont autant de façons d'en reconnaître aussi bien que d'en ignorer certains aspects.

L'enseignement en est, me semble-t-il, double : d'une part l'on ne peut séparer de façon très évidente un péril et sa dénonciation, et d'autre part, toute tentative de s'opposer à un péril ne s'opère que de l'intérieur de catégories sociales d'intelligibilité, qui sont autant de biais, de déséquilibres potentiels de la perception. Peut-on sortir de ces paradoxes ? Une culture humaine pourrait-elle parvenir à une plus grande objectivité ? Peut-elle accéder à un contrôle du risque, du danger ou de la menace qui ne soit pas à son tour emporté par la méfiance contre celui qui l'évoque ?

Un modèle culturel global qui chercherait à éviter le plus possible ces dérives, s'appuierait donc utilement sur deux constats des sciences sociales à propos de la culture, et de la modernité en particulier :

1) Le plus grand danger pour une culture humaine, c'est en général de ne plus parvenir à accepter en soi-même la présence d'une nature, définie comme le non contrôlé, et de ressentir cette présence sauvage comme une insupportable menace.

2) Le point de repère le plus actuel de la culture moderne, qui fasse contrepoint aux forces naturalisées de la science et de la technique, c'est probablement l'individu "civil".

### Le droit à rester humains

Dans la modernité - mûrissante et inachevée qui est la nôtre - la menace vise donc en fin de compte surtout **un droit à demeurer humains**, qui devrait peut-être être précisé dans la déclaration universelle des Droits de l'Homme ! Ce droit implique de se distinguer d'une nature, et donc de préserver celle-ci, de la conserver comme telle (intouchée) pour la tenir à la fois éloignée et parente (comme dans la familiarité que régit la prohibition de l'inceste), afin d'établir la différence avec ce qui est de l'ordre culturel, par lequel nous nous reconnaissons membres d'un pacte social.

L'industriel, le savant, le militant ou le technicien ne peuvent donc pas en même temps se **considérer partie prenante d'une évolution naturelle irrépressible** ("on n'arrête pas le progrès"), flux cognitif et technique sans sujet pour en répondre ("si ce n'est pas moi qui le fait, c'est la concurrence - ou l'ennemi - qui le fera"), et **revendiquer le statut de citoyens**. Il faut choisir : ou bien être des humains partie prenante d'une culture, ou bien être des agents d'une évolution naturelle, d'où la culture est niée comme implication subjective. Si l'on choisit le premier cas de figure, il est alors nécessaire logiquement que cette culture se démarque de son environnement naturel, comme *on règle la distance avec sa parenté : cela veut dire que pour continuer à exister comme telle, une culture humaine doit avoir autour d'elle et de sa domesticité, une aire suffisamment autonome d'état sauvage (non manipulé) aussi bien humain que non humain.*

### L'individu, garant de l'appareillement à la nature

Ce qui nous conduit au deuxième point : si le ressort essentiel du contrôle social des nuisances, c'est la définition de l'être humain, le concept qui semble aujourd'hui le plus en prise sur la considération de la culture humaine, est celui d'individu, non pas tant comme "robot rationnel-libéral", que parce qu'il est seul à pouvoir échapper en partie aux logiques fermées des institutions où il se trouve pris en tant qu'acteur spécialisé.

Face aux institutions (productives, administratives, etc.) **qui affolent le désir (et donc la peur) en proposant des réponses techniques sans limites aux fantasmes, seuls les individus (culturellement respectés comme tels : potentialités singulières de multi-appartenance) sont réellement en position de modérer ces élans, de les réouvrir à d'autres réalités étrangères, d'y réintroduire d'autres critères perceptifs, en se faisant les sujets d'une négociation civile.**

La civilité consisterait donc à restaurer la prééminence de l'arbitrage civique personnel sur les communautés d'appartenance, quand celles-ci s'attaquent par l'idéologie du corps ou d'entreprise, au sentiment de relativité sociale : sentiment que l'entreprise, la technique, la science, ne sont jamais "toutes", ni "entières", mais à la fois des institutions partielles et ouvertes sur d'autres logiques qu'elles devraient mieux respecter.